

la police alerte sur la multiplication des arnaques à la vignette Crit'Air



la police alerte sur la multiplication des arnaques à la vignette Crit'Air

la police alerte sur la multiplication des arnaques à la vignette Crit'Air

L'instauration progressive des zones à faibles émissions oblige de plus en plus de Français à commander sur internet leur vignette « Crit'Air ». Le dispositif des zones à faibles émissions prévoit d'interdire l'accès à certaines agglomérations à tout véhicule polluant afin de protéger la qualité de l'air. Santé publique France estime effectivement que chaque année, 40.000 décès sont liés aux particules fines.

Des escrocs multiplient ces derniers mois les SMS ou sites frauduleux. Si l'arnaque à la vignette « Crit'Air » existe depuis ses débuts en 2017 à Paris, elle s'est particulièrement développée avec l'arrivée de la généralisation au 1er janvier 2023.

Deux modes opératoires ont été observés.

- Le premier consiste à créer un faux site internet bien référencé et reprenant les codes visuels et la mise en page du véritable site officiel (www.certificat-air.gouv.fr), sur lequel les victimes potentielles sont invitées à donner leurs données bancaires.
- Le second utilise la technique du « phishing » (hameçonnage) par SMS ou mail à partir de bases de données constituées illégalement pour diriger la victime vers le site frauduleux.

Un seul site officiel (www.certificat-air.gouv.fr),

La vignette Crit'Air, qui coûte 3,72 euros, « ne peut s'obtenir que sur le site du gouvernement et il n'est jamais question de demander de quelconques coordonnées bancaires », rappelle le commissaire.

Actuellement, 11 agglomérations ont mis en place des zones à faibles émissions (ZFE) obligeant à s'acquitter d'une vignette : Grand Paris, Lyon, Aix-Marseille, Toulouse, Nice, Montpellier, Strasbourg, Grenoble, Rouen, Reims et Saint-Étienne

D'ici à 2025, en vertu de la loi Climat, les 43 métropoles de plus de 150 000 habitants devront mettre en œuvre une ZFE, sous réserve de dérogations dans quelques cas.

Départ de l'application ce 1er janvier 2023. Tous les véhicules Crit'Air 5 ou qui n'ont pas de vignette seront concernés par les restrictions ou interdictions de circulation mises en place dans les zones à faibles émissions de onze métropoles. Au 1er janvier 2024, ce sera au tour des Crit'Air 4 (diesel avant 2006) puis des Crit'Air 3 (diesel avant 2011 et essence avant 2006) le 1er janvier 2025.